

UN LIBRARY

APR 22 1980



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/C.5/35/4
11 mars 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 93 de la liste préliminaire*

PLAN A MOYEN TERME POUR LA PERIODE 1980-1983

Projet de calendrier pour l'élaboration du projet de plan à moyen terme
pour la période 1984-1989

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
INTRODUCTION	1 - 6	2
I. AMPLEUR DE LA PARTICIPATION DES ORGANES REGIONAUX, SECTORIELS ET AUTRES A L'ELABORATION DU PLAN A MOYEN TERME	7 - 12	4
II. PROJET DE CALENDRIER PREVOYANT LA PLEINE PARTICI- PATION DE TOUS LES ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX CHARGES DE L'EXAMEN DU PROGRAMME	13 - 54	6
III. DIFFICULTES QUE POURRAIT SUSCITER L'APPLICATION DU PROJET DE CALENDRIER	55 - 69	14
IV. AUTRE PROCEDURE D'ELABORATION ET D'EXAMEN SIMPLIFIEE ET POSSIBILITES DE REDUIRE LES DELAIS .	70 - 89	17
CONCLUSIONS	90	22

* A/35/50.

INTRODUCTION

1. Le Comité du programme et de la coordination a adopté à sa dix-neuvième session un certain nombre de recommandations sur le processus de planification des programmes de l'Organisation des Nations Unies 1/; le Conseil économique et social, par sa décision 1979/66 et l'Assemblée générale, par sa résolution 34/224, ont approuvé ces recommandations.
2. Le Comité du programme et de la coordination a recommandé entre autres que les organes intergouvernementaux participent pleinement à l'élaboration, à l'examen, au contrôle et à l'évaluation du plan pendant leurs sessions ordinaires 2/. L'Assemblée générale a décidé que la participation effective des organes centraux et régionaux, sectoriels et autres devrait être assurée grâce à une période de préparation appropriée ainsi qu'à une meilleure coordination des calendriers des réunions 3/.
3. Le Comité a également recommandé de faire porter le plan sur une période de six ans et le prochain plan à moyen terme sur la période 1984-1989 4/. Le débat qui a précédé l'adoption de ces recommandations 5/ a montré que le Comité estimait qu'il serait possible de procéder à l'élaboration et à l'examen du prochain plan pendant une période se situant entre 18 mois et deux ans, au terme de laquelle l'Assemblée générale à sa trente-septième session, à l'automne 1982, examinerait le projet de plan. Pour déterminer si cela est faisable et s'assurer que ladite période permet une participation effective des organes sectoriels, régionaux et autres, le Comité a prié le Secrétariat de lui présenter à sa vingtième session, pour examen, un projet de calendrier pour l'élaboration du projet de plan à moyen terme pour la période 1984-1989 6/.
4. Le présent rapport a été établi par le Secrétaire général en réponse à cette demande et après consultation avec les secrétariats des principales unités administratives chargées de la formulation du plan à moyen terme.
5. La première partie du rapport porte sur l'ampleur de la participation des organes sectoriels, régionaux et autres. La deuxième contient un projet de calendrier pour l'élaboration du plan à moyen terme, qui devrait répondre pleinement aux recommandations du CPC. Dans la troisième partie on a donné un aperçu des

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 38 (A/34/38), chap. II, par. 71 et 72.

2/ Ibid., par. 71 g).

3/ Résolution 34/224, de l'Assemblée générale, par. 2 f) du dispositif.

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 38 (A/34/38), chap. II, par. 72 a) et b).

5/ Ibid., par. 35

6/ Ibid., par. 73.

difficultés pratiques que prévoient les divers services et organismes pour s'acquitter de leur tâche dans les délais proposés dans la deuxième partie. Dans la quatrième partie est examinée, aux fins d'atténuer ces difficultés, une procédure d'élaboration plus courte et plus simple qui, si elle ne prévoit pas l'entière participation des organes spécialisés dans l'examen des programmes, n'en assure pas moins une participation effective des organes sectoriels, régionaux et autres au processus de planification.

6. Le Conseil économique et social a également prié le Secrétariat de lui soumettre des propositions exposant une meilleure procédure d'élaboration et d'examen du projet de budget-programme 7/. Ce problème est abordé dans un rapport distinct présenté à la vingtième session du Comité 8/.

7/ A/34/3/Add.36 - décision 1979/93 du Conseil économique et social, note j/.

8/ A/C.5/35.

I. AMPLEUR DE LA PARTICIPATION DES ORGANES REGIONAUX, SECTORIELS
ET AUTRES A L'ELABORATION DU PLAN A MOYEN TERME

7. Le Comité estime 9/ que le meilleur moyen d'assurer une pleine participation de tous les organes intergouvernementaux à la formulation du plan à moyen terme serait de veiller à unifier la présentation du document soumis aux différents organes et faire en sorte que le projet examiné par les organes sectoriels et régionaux soit soumis aux organes centraux accompagné des observations formulées par ceux-ci lors du processus d'examen.

8. De cette procédure découlent plusieurs conséquences importantes. Tout d'abord, les services qui ont élaboré des documents relatifs à la programmation à moyen terme pour soumission aux organes intergouvernementaux compétents dont ils relèvent, en fonction d'une présentation et/ou d'une périodicité autres que celles du plan à moyen terme, auraient à proposer des modifications aux organes concernés, de manière à ce que la présentation du plan à moyen terme et la durée sur laquelle il porte soient respectées; on pourrait, le cas échéant, pour répondre aux besoins de ces organes, ajouter au document principal examiné par les organes centraux un descriptif plus détaillé. On a déjà pris des mesures dans ce sens. C'est ainsi que le Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme du Conseil du commerce et du développement examine d'ores et déjà, en plus des documents de programmation de la CNUCED, le projet de plan à moyen terme présenté à l'Assemblée générale. Deuxièmement, aux niveaux sectoriel, régional et autres, l'élaboration et l'examen du projet de plan à moyen terme se feraient la plupart du temps plus tôt que ce n'était auparavant le cas en ce qui concerne les documents de programmation à moyen terme. Toutefois, cela exigerait qu'il s'écoule encore plus de temps entre le premier examen intergouvernemental d'un document de programmation et le début de la période sur laquelle porte le plan. Cela ne serait toutefois pas trop grave, car l'examen en cours et la mise à jour du plan à moyen terme pour la période 1980-1983 montrent que, entre le début de 1978, moment où le projet de plan a été formulé par les services organiques, et le début de 1980, où ceux-ci l'ont mis à jour, il y a eu assez peu de modifications importantes au niveau des programmes.

9. Comme le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale l'a indiqué dans la déclaration qu'il a faite le 18 mai 1979 à la 586ème séance du Comité du programme et de la coordination 10/, on envisage de faire en sorte que l'introduction du plan à moyen terme, qui sera établie par le Directeur général, soit disponible lorsque les instructions du Secrétaire général en matière de planification seront communiquées aux services pertinents, de sorte qu'on y trouve les principes généraux qui devront déterminer les objectifs et stratégies du plan.

9/ A/34/38, chap. II, par. 22.

10/ E/AC.51/101.

10. Dans le projet de calendrier ci-dessous, la pleine participation des organes régionaux, sectoriels et autres est envisagée en deux temps. En un premier stade, les organes spécialisés chargés de l'examen des programmes, les organes subsidiaires des organes régionaux et sectoriels de l'Organisation des Nations Unies et les organes subsidiaires du Conseil économique et social examineraient le projet préliminaire de plan à moyen terme et formuleraient des observations à ce sujet.

11. Au second stade, le projet de plan serait examiné par les organes régionaux ou sectoriels eux-mêmes, après quoi on y mettrait la dernière main en vue de l'examen par le Comité du programme et de la coordination et par le Conseil économique et social et, en fin de compte, de son adoption par l'Assemblée générale. Le présent rapport ne porte que sur l'examen des parties du plan à moyen terme relatives au secteur économique et social. Le Secrétaire général croit comprendre que c'est dans ce secteur que la nécessité d'une participation plus effective des organes sectoriels, régionaux et autres, se fait particulièrement sentir.

12. On se gardera d'oublier que l'examen par les organes intergouvernementaux sectoriels, régionaux ou autres n'aurait pas, pour le projet de plan à moyen terme, valeur d'approbation. Le plan demeure une proposition jusqu'au moment où il est adopté par l'Assemblée générale; après adoption, il devient la principale directive de politique générale 11/. C'est pourquoi la participation des divers organes intergouvernementaux à la formulation du plan à moyen terme ne doit pas aller jusqu'à une approbation formelle des sections du plan les concernant, car ce n'est qu'à l'Assemblée générale qu'il revient de l'approuver.

11/ Résolution 34/224 de l'Assemblée générale, par. 2 c) du dispositif.

II. PROJET DE CALENDRIER PREVOYANT LA PLEINE PARTICIPATION
DE TOUS LES ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX CHARGES DE
L'EXAMEN DU PROGRAMME

13. Le projet de calendrier est dicté par les considérations suivantes :

a) Toutes les commissions régionales tiennent leur session annuelle au cours du premier ou du troisième trimestre;

b) Les organes subsidiaires du Conseil économique et social tiennent leur session entre janvier et mai;

c) Si les organes subsidiaires des organes sectoriels et régionaux auxquels il revient d'examiner les programmes sont appelés à étudier le projet préliminaire des chapitres du plan à moyen terme relevant de leur compétence, il faut prévoir un certain laps de temps entre cet examen et celui des organes sectoriels et régionaux pour assurer la coordination intersecrétariats et la publication de la documentation;

d) Il serait des plus souhaitable que l'on modifie au minimum le calendrier des réunions, en particulier au Siège, à Genève et à Vienne.

PREMIER STADE : Examen par les divers organes subsidiaires

Première étape

14. Dans une première étape, on élaborerait le texte préliminaire du projet de plan à moyen terme. Ce travail devrait se faire entre novembre 1980 et la fin de janvier 1981. Il ne s'agirait pas seulement, pour chaque service organique, de rédiger la part du texte préliminaire le concernant, au niveau des programmes, mais aussi d'éditer et de traduire le projet dans les langues de travail de chaque organe technique (ainsi, le projet de plan à moyen terme touchant des activités en matière de population du Département des affaires économiques et sociales internationales devrait être traduit dans les langues de travail de la Commission de la population).

15. On se rappellera que par sa résolution 33/55, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation 12 d) du Comité des conférences, où il était dit que l'Assemblée générale devrait prier le Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour que les documents à établir avant une session d'organes intergouvernementaux soient distribués dans toutes les langues six semaines au moins avant la session dans la mesure où les sujets traités, le programme des réunions et le système d'établissement des rapports le permettent.

/...

16. Si, comme ce devrait être le cas, l'élaboration du projet préliminaire commence en novembre 1980, les décisions prises par l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session jusqu'en décembre 1980 devront, il va sans dire, être incorporées dans le texte ultérieurement, soit immédiatement après la fin de la session. Il pourrait donc dans certains cas être difficile de respecter la règle des six semaines.

Deuxième étape

17. Dans un deuxième temps, les organes subsidiaires pertinents du Conseil économique et social, le Conseil du commerce et du développement, le Conseil du développement industriel, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement et les commissions régionales examineraient le texte préliminaire du projet de plan à moyen terme. Ce travail se ferait en février et mars 1981. Il faudrait que les organes concernés se réunissent pendant cette période pour faire connaître leurs vues sur ce texte. Il serait donc souhaitable que les organes subsidiaires concernés qui ne prévoient pas de se réunir à ce moment-là puissent étudier le texte préliminaire, soit en modifiant le calendrier de leurs réunions, soit en recourant à toute autre procédure qui leur semble appropriée.

18. Les modifications du calendrier des réunions devraient être réduites au minimum, car en groupant les réunions pendant le premier trimestre de 1981 on risquerait des chevauchements avec d'autres réunions prévues; par ailleurs, il se pourrait que l'on manque d'installations et que certains experts ou représentants des Etats Membres ne soient pas disponibles.

19. A en juger par le calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies pour 1980-1981, qu'a adopté l'Assemblée générale 12/ à sa trente-quatrième session, les organes suivants, semble-t-il, seraient affectés :

a) Organes subsidiaires du Conseil économique et social

20. Les organes subsidiaires qui doivent se réunir en 1981, avant que le projet préliminaire ne soit prêt, devraient tenir leur session plus tard que prévu. Ce serait le cas de la Commission de la population, dont la session est prévue du 26 janvier au 4 février 1981. Toutefois, il n'est pas impossible que le texte préliminaire relatif aux activités en matière de population du Département des affaires économiques et sociales internationales soit prêt à ce moment-là.

21. Les organes qui doivent se réunir après mars 1981 auraient à avancer leur session. Ce serait le cas de la Commission des établissements humains, dont la session est prévue pour avril 1981, ainsi que de la Commission des sociétés transnationales et du Comité des ressources naturelles, qui doivent l'un et l'autre se réunir du 18 au 28 mai 1981.

12/ A/AC.172/26.

22. Les organes qui se réunissent toutes les années paires, soit en l'occurrence en 1982, devraient prévoir leur session en février ou en mars 1981. Ce serait le cas de la Commission de la condition de la femme.

23. Il n'y aurait aucune modification à apporter au calendrier des réunions de la Commission du développement social (9-19 février 1981) ou de la Commission de statistique (17-26 février).

b) Organes subsidiaires spécialisés du Conseil du commerce et du développement

24. A l'époque où a été établi le présent rapport, la CNUCED n'avait pas encore arrêté les dates de réunion de ses organes subsidiaires spécialisés pour l'année 1981 13/.

25. Le Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme du Conseil du commerce et du développement se réunit tous les ans en mars. On estime que c'est au Conseil de décider si le projet préliminaire doit être examiné par les organes spécialisés de la CNUCED ou par le Groupe de travail; si l'on opte pour cette dernière solution, il ne sera peut-être pas nécessaire de réunir les organes spécialisés pour examiner le plan.

13/ Les organes spécialisés qui auraient à étudier le projet préliminaire, s'il en était ainsi décidé, seraient les suivants :

Comité intergouvernemental spécial du programme intégré pour les produits de base; et/ou

Commission des produits de base;

Commission de la coopération économique entre pays en développement;

Commission des invisibles et du financement lié au commerce;

Commission des articles manufacturés;

Commission des transports maritimes;

Commission du transfert de technologie;

Groupe intergouvernemental des pays en développement les moins avancés;

Comité de session chargé d'examiner les problèmes relatifs aux relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents;

Comité spécial des préférences.

/...

c) Conseil du développement industriel de l'Organisation des Nations Unies

26. Le Comité permanent du Conseil du développement industriel, qui doit se réunir en avril-mai 1981, pourrait tenir sa session en mars. A cet égard, on se souviendra qu'en vertu de la résolution 34/96 de l'Assemblée générale, par laquelle était adoptée la constitution de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée, le Conseil du développement industriel cessera d'exister dès que les membres du Conseil de la nouvelle institution auront été élus.

d) Programme des Nations Unies pour l'environnement

27. Le Conseil d'administration se réunira en avril/mai 1981; il pourrait modifier son calendrier ou décider de créer un organe spécial qui pourrait être chargé d'examiner le projet préliminaire de plan à moyen terme. On devrait laisser au Conseil d'administration le soin de prendre cette décision.

e) Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement

28. Le Comité est censé se réunir chaque année; il doit en principe tenir sa première session ordinaire dans le courant du deuxième trimestre de 1980. Bien que la résolution de l'Assemblée générale portant création du Comité n'indique pas la date des sessions ultérieures du Comité, on peut présumer que la deuxième session ordinaire du Comité se tiendra pendant la même période de l'année, c'est-à-dire au cours du deuxième trimestre de 1981. Le Comité aurait donc à avancer la session pour la tenir en mars 1981.

f) Commission économique pour l'Afrique

29. La Conférence des ministres de la Commission a adopté à sa cinquième session, en mars 1979, une résolution relative à la restructuration de son mécanisme. Par cette résolution, la Conférence a décidé d'abolir le Comité exécutif et le Comité technique d'experts et de réunir la Conférence des ministres une fois par an pour qu'elle examine le programme de travail et les priorités de la Commission.

30. La Conférence a également décidé de créer un comité préparatoire technique plénier qui se réunirait chaque année juste avant la Conférence des ministres et qui lui ferait rapport. La Conférence des statisticiens africains, la Conférence des planificateurs africains et la Conférence des démographes africains ont été fusionnées en un seul et même organe connu sous le nom de Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, qui se réunit tous les deux ans. Les autres organes subsidiaires spécialisés qui participeraient à l'examen du projet préliminaire sont la Conférence des ministres africains de l'industrie qui se réunit tous les deux ans (les années impaires) en novembre, et la Conférence des Ministres africains du commerce qui se réunit tous les deux ans (les années impaires), la Conférence des ministres africains du commerce qui se réunit selon les circonstances, la Conférence régionale pour la femme et le

/...

développement qui se réunit tous les trois ans et qui est censée se réunir en 1983, le Comité régional intergouvernemental pour les établissements humains qui se réunit chaque année et le Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique qui se réunit selon les circonstances.

31. Comme la Commission n'a pas communiqué le calendrier des réunions de ses organes subsidiaires, il est difficile d'indiquer dans quelle mesure il faudra modifier ce calendrier si ces organes doivent être chargés de l'examen du projet préliminaire.

32. La Commission voudra peut-être modifier le calendrier des réunions des organes subsidiaires si elle veut leur donner la possibilité de se réunir à temps pour examiner le projet préliminaire; une autre solution consisterait à confier cet examen au Comité préparatoire plénier qui doit se réunir en principe en février 1981 ou à un comité spécial créé à cette fin.

g) Commission économique pour l'Europe

33. La Commission a plusieurs organes subsidiaires spécialisés qui se réunissent tous une fois par an. Si la Commission décide de leur confier la tâche d'examiner le projet préliminaire, ils devront pour la plupart modifier le calendrier de leurs réunions étant donné qu'ils se réuniront ou trop tôt comme cela sera le cas du Comité du gaz (janvier) ou trop tard comme ce sera le cas des fonctionnaires gouvernementaux chargés de la politique de normalisation (juin), de la Conférence des statisticiens européens (juin), du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (septembre), du Comité du charbon (septembre), du Comité de l'industrie chimique (octobre), du Comité du bois (octobre), des Conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour la science et la technique (octobre), du Comité de l'acier (octobre), du Comité des problèmes de l'eau (novembre), du Comité de l'énergie électrique (novembre) et du Comité pour le développement du commerce (novembre).

34. Il ne serait pas nécessaire de modifier le calendrier des réunions du Comité des transports intérieurs (février), des conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE (février), des conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour les problèmes de l'environnement (mars), du Groupe de travail de l'automatisation (mars) et du Comité des problèmes agricoles (mars).

35. La décision de a) faire examiner le projet préliminaire par les organes subsidiaires spécialisés et donc de réaménager le calendrier de leurs réunions au besoin ou b) de créer un organe spécial qui serait chargé de l'examen devrait être laissée à la Commission.

h) Commission économique pour l'Amérique latine

36. La Commission n'a pas d'organes subsidiaires spécialisés. Néanmoins, son Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau se réunit selon les circonstances et la Commission voudra peut-être confier à ce Comité la tâche d'examiner le projet

/...

préliminaire; le Comité pourrait ainsi prévoir une session en février ou mars 1981. Une autre solution serait peut-être que la Commission délègue cette tâche à un organe spécial créé expressément à cette fin.

i) Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

37. La Commission envisage actuellement de créer des organes subsidiaires mais elle n'a pas à ce jour pris de décision à ce sujet. Si la Commission décide très prochainement de créer des organes subsidiaires, elle voudra peut-être les charger de l'examen du projet préliminaire; si tel était le cas, la Commission devrait tenir compte de la nécessité de leur donner la possibilité de se réunir en février ou mars 1981 lorsqu'elle établira son calendrier de réunions.

38. A titre de solution de rechange, la Commission préférera peut-être confier l'examen du projet préliminaire à un organe créé spécialement à cette fin.

j) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

39. La Commission a neuf organes subsidiaires spécialisés. Le Comité de l'industrie, de l'habitation et de la technique, le Comité du commerce, le Comité des ressources naturelles et le Comité de la navigation maritime, des transports et des communications se réunissent une fois par an. Le Comité du développement agricole, le Comité du développement et de la planification et le Comité de statistique se réunissent tous les deux ans. Le Comité de la population et le Comité du développement social se réunissent tous les trois ans.

40. Conformément à la structure des réunions de la Commission, sept des neuf comités se réunissent dans le courant d'une même année - normalement de mai à décembre - et il doit en être tenu compte dans le calendrier des conférences. Si la Commission décidait de confier l'examen du projet préliminaire à ces organes spécialisés, elle aurait à modifier considérablement le calendrier de ses conférences et réunions puisqu'il lui faudrait remanier celui de tous les comités. La Commission voudra peut-être donc créer un organe spécial auquel sera confiée la tâche de l'examen du projet préliminaire.

Troisième étape

41. Elle consisterait en la coordination préliminaire des textes initialement établis par le Secrétariat; elle se situerait entre début avril et fin août.

42. Il y aurait lieu de résumer les vues et observations des organes subsidiaires techniques dans des documents destinés aux organes régionaux et sectoriels chargés d'examiner les programmes. Les textes préliminaires seraient examinés ensuite au Siège où l'on assurerait la coordination au niveau des grands programmes au moyen d'échanges avec les secrétariats sectoriels et régionaux et entre ces secrétariats. Il ne faudrait pas oublier qu'un échange d'informations entre le Siège et une commission régionale donnée et vice versa demande normalement un mois au moins.

/...

43. Les deux derniers mois de cette étape (juillet et août) seraient consacrés au remaniement, à l'édition, à la traduction et à la reproduction par chaque organe sectoriel et régional intéressé, de la partie du projet préliminaire qui l'intéresse.

DEUXIEME STADE : Examen du projet de plan à moyen terme par les organes sectoriels et régionaux

Quatrième étape

44. Elle consisterait en l'examen du projet ainsi établi par les organes régionaux et sectoriels eux-mêmes tels que les commissions régionales, le Conseil du commerce et du développement, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Conseil du développement industriel. Cet examen devrait avoir lieu du début de septembre à la fin du mois de novembre 1981.

45. Il semble, d'après le calendrier des conférences et réunions pour 1980-1981 adopté par l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session, qu'il faudra pour cela remanier le calendrier des réunions de tous les organes intéressés, exception faite du Conseil du commerce et du développement qui se réunira du 14 au 25 septembre 1981.

46. Le Conseil du développement industriel se réunira en mai 1981; mais le Comité permanent du Conseil se réunit deux fois par an, en avril et novembre. Le Conseil pourrait donc envisager de charger le Comité permanent d'agir en son nom, à sa session de novembre. Ainsi qu'il a déjà été indiqué, le Conseil aura peut-être alors cessé d'exister.

47. Le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement se réunira en avril/mai 1981. Ainsi qu'on l'a déjà indiqué, le Comité inter-gouvernemental de la science et de la technique au service du développement tiendra probablement sa session ordinaire de 1981 dans le courant du deuxième trimestre, c'est-à-dire entre avril et juin 1981. La Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique doit en principe se tenir en février 1981. La Commission économique pour l'Europe se réunira en mars/avril 1981. La Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Asie occidentale envisagent toutes deux de se réunir en avril 1981. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique doit se réunir en mars 1981.

48. Si ces organes ne peuvent donc pas en principe se réunir entre septembre et novembre, il leur faudra créer un organe spécial chargé d'examiner le projet de plan à moyen terme pour leur compte à moins que cet organe spécial n'existe déjà.

Cinquième étape

49. Elle devrait se situer entre décembre 1981 et fin février 1982 et consisterait pour le Secrétariat à élaborer, au niveau central, le texte final en tenant compte des vues et observations formulées par les divers organes intéressés et en consultation avec les unités administratives intéressées du Secrétariat, qui, elles,

/...

auraient à préparer des annexes résumant les vues et observations des divers organes consultés, qui seraient destinées à être examinées par les organes centraux lorsque l'organe intergouvernemental intéressé ne pourrait pas se mettre d'accord sur des recommandations précises.

50. Le texte final serait ensuite transmis aux institutions spécialisées conformément à la procédure de consultations préalables.

51. Il est absolument nécessaire que les phases décrites plus haut soient terminées d'ici le mois de février 1982 si l'on veut que le Département des conférences dispose de suffisamment de temps pour éditer, traduire et reproduire le texte final.

52. Le Département des services de conférence s'occuperait de la traduction et reproduction en mars 1982.

TROISIEME STADE : Examen du projet de plan à moyen terme par les organes centraux et adoption par l'Assemblée générale

Sixième et septième étapes

53. La sixième étape consisterait en l'examen par le Comité du programme et de la coordination et le Conseil économique et social, du projet de plan à moyen terme et des observations que les organes intéressés auraient formulés à son sujet. Le projet de plan à moyen terme ainsi que les vues du CPC seraient ensuite examinés par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire.

54. La dernière étape serait l'examen et l'adoption du projet de plan à moyen terme par l'Assemblée générale à sa trente-septième session, à l'automne de 1982.

RESUME

I. Examen par divers organes subsidiaires

- | | | |
|------|--|----------------------------|
| i) | Texte préliminaire rédigé par le Secrétariat | novembre 1980-janvier 1981 |
| ii) | Examen par les organes spécialisés | février-avril 1981 |
| iii) | Coordination préliminaire au Secrétariat | avril-août 1981 |

II. Examen par les organes sectoriels et régionaux

- | | | |
|-----|---|----------------------------|
| iv) | Examen par les organes sectoriels et régionaux | septembre-novembre 1981 |
| v) | Etablissement du texte définitif au Secrétariat | décembre 1981-février 1982 |

III. Examen par les organes centraux

- | | | |
|------|-------------------------------------|-----------------------|
| vi) | CPC et Conseil économique et social | mai-juillet 1982 |
| vii) | CCQAB et Assemblée générale | juillet-décembre 1982 |

/...

III. DIFFICULTES QUE POURRAIT SUSCITER L'APPLICATION DU PROJET DE CALENDRIER

55. Le projet de calendrier proposé plus haut pour l'élaboration du projet de plan à moyen terme pour la période 1984-1989 a été communiqué, pour observations et suggestions, aux chefs de secrétariat de tous les organes susceptibles de prendre part à l'élaboration et à l'examen du plan à moyen terme. D'après les réponses reçues, que l'on trouvera résumées ci-après, il semble que certains de ces organes auront peut-être des difficultés d'ordre pratique à respecter les dates proposées dans le projet de calendrier.

Organes subsidiaires du Conseil économique et social

56. Ainsi qu'il est indiqué dans le projet de calendrier, cinq organes subsidiaires ne sont pas censés se réunir durant la période où l'on examinera le projet préliminaire de plan, c'est-à-dire en février-mars 1981. Mais dans le cas de la Commission de la population et de la Commission des établissements humains, qui doivent se réunir du 26 janvier au 4 février 1981 et en avril 1981 respectivement, on pourrait envisager de prolonger quelque peu la période consacrée à l'examen du projet préliminaire.

57. Il resterait donc à modifier le calendrier des réunions de trois organes :

La Commission des sociétés transnationales et le Comité des ressources naturelles dont les sessions doivent toutes deux avoir lieu du 18 au 28 mai 1981;

La Commission de la condition de la femme qui est censée se réunir en 1982; si elle tenait sa session en 1981 de façon à pouvoir examiner le projet préliminaire, il serait bien entendu qu'elle ne se réunirait pas en 1982 pour que la décision 1979/81 du Conseil économique et social soit respectée et que le cycle biennal des réunions ne soit pas bouleversé.

58. Au moment où le présent rapport a été établi, on étudiait encore la possibilité d'apporter ces modifications au calendrier.

Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement

59. Le secrétariat du Comité intergouvernemental n'a pas formulé d'observations ou d'objections.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

60. Le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement n'a pas formulé d'observations ou d'objections.

Programme des Nations Unies pour le développement

61. Le secrétariat du Programme des Nations Unies pour l'environnement a indiqué que le Conseil d'administration examinerait un premier projet des activités du PNUE pour la période 1984-1989 à sa session d'avril 1981, puis le texte final à sa

/...

session d'avril 1982. Il semble que l'on puisse envisager de prolonger légèrement - jusqu'en avril 1981 - la période consacrée à l'examen du projet préliminaire. Mais si le Conseil d'administration examine le texte final en avril 1982, le texte définitif qu'il approuvera ne pourra pas être communiqué au CPC six semaines avant sa session, c'est-à-dire avant la mi-avril.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

62. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a indiqué qu'elle acceptait le projet de calendrier.

Commissions régionales

Commission économique pour l'Afrique

63. Le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique a indiqué qu'ainsi qu'il est suggéré dans le projet de calendrier, le Comité préparatoire technique plénier qui se réunira en principe en février 1981 examinerait le projet préliminaire de plan à moyen terme; mais il ne serait pas possible que la Conférence des ministres se réunisse en septembre-novembre 1981 pour examiner le deuxième projet de plan.

Commission économique pour l'Europe

64. Le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe a fait savoir que les dates des réunions de la CEE, notamment celles de sa session annuelle, étaient fixées conformément à un calendrier échelonné de ses travaux, qui ne pouvait pas être modifié; il a ajouté qu'en tout état de cause, il ne serait pas nécessaire que les organes subsidiaires de la Commission examinent le plan à moyen terme puisqu'il découle directement du programme de travail qu'ils recommandent à la Commission. La Commission approuvera à sa trente-sixième session, en mars-avril 1981, un programme de travail pour la période 1980-1985 et, au besoin, prendra note des grandes lignes projetées de ses travaux jusqu'à 1989.

Commission économique pour l'Amérique latine

65. Le secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine a indiqué qu'il n'était pas possible de confier l'examen du projet de plan à moyen terme au Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau, ainsi qu'il est proposé dans le projet de calendrier, car cet organe a un nombre de membres limité et que son mandat ne porte pas sur les questions relatives aux programmes.

Commission économique pour l'Asie occidentale

66. Le secrétariat de la Commission économique pour l'Asie occidentale a indiqué que la Commission examinerait, à sa septième session, en mars 1980, la question de la création d'un comité technique spécial d'experts. On s'attend à ce que ce comité, composé de représentants de tous les États membres de la Commission soit chargé notamment d'examiner le projet de plan à moyen terme pour la période 1984-1989 et invité à se réunir en février-mars 1981 pour examiner le projet préliminaire de plan et en septembre-novembre 1981, pour examiner le deuxième projet de plan.

/...

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

67. Le secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a indiqué que le remaniement du calendrier des réunions de tous ses comités, qui sont au nombre de neuf, poserait des problèmes pratiques insurmontables; le comité consultatif des représentants permanents de tous les Etats membres de la Commission sera toutefois chargé d'examiner le projet préliminaire de plan en février-mars 1981 puis le second texte en septembre-novembre 1981. La Commission examinera la question à sa trente-sixième session, en mars 1980, et adoptera très vraisemblablement une résolution confiant au Comité consultatif l'examen du plan à moyen terme.

68. Il apparaît donc, d'après les réponses reçues, que l'on peut prévoir que l'examen du projet préliminaire de plan à moyen terme présentera des difficultés pour trois organes subsidiaires du Conseil économique et social et pour les organes subsidiaires de la Commission économique pour l'Europe et de la Commission économique pour l'Amérique latine - et l'examen du deuxième projet pour le Conseil d'administration du PNUE, de la CEA, de la CEE et de la CEPAL et peut-être de la CEAO. Mais ces difficultés ne sont peut-être pas insurmontables. En recommandant la pleine participation de tous les organes intergouvernementaux compétents à la formulation du plan, le Comité, le Conseil et l'Assemblée générale cherchent par-dessus tout à harmoniser et coordonner la programmation des activités : harmoniser programmes de travail à court terme et plan à moyen terme, en faisant examiner le plan à moyen terme et les programmes de travail correspondant au budget-programme par les mêmes organes intergouvernementaux, ce qui renforce, dans les procédures de programmation le rôle que le plan à moyen terme devrait jouer à l'égard du budget-programme en servant de cadre pour la programmation; coordonner les activités prévues dans le même domaine par différents organes en organisant des échanges de vues entre les organes centraux et régionaux lors de la formulation du plan à moyen terme.

69. Si l'on juge souhaitable que tous les organes intergouvernementaux examinant les programmes, notamment les organes spécialisés relevant des organes sectoriels et régionaux, participent à la planification, le Comité du programme et de la coordination voudra peut-être formuler des recommandations dans ce sens à l'intention du Conseil économique et social et à l'Assemblée générale. Ces recommandations impliqueraient que :

a) Les organes sectoriels et régionaux envisageraient de prendre les dispositions voulues pour que leurs organes subsidiaires puissent examiner les parties pertinentes du projet de plan à moyen terme à un moment approprié.

b) Les organes sectoriels, régionaux et autres qui ne prévoient pas de se réunir au moment suggéré dans le calendrier, envisageraient de remanier le calendrier de leurs réunions en sorte qu'ils puissent procéder à l'examen du plan à moyen terme. Le Comité souhaitera peut-être souligner à cet égard qu'il y aurait à modifier le calendrier des réunions uniquement l'année où le plan serait formulé et non chaque année.

/...

IV. AUTRE PROCEDURE D'ELABORATION ET D'EXAMEN SIMPLIFIEE ET POSSIBILITES DE REDUIRE LES DELAIS

70. Le projet de calendrier décrit au chapitre II prévoit une participation maximale des organes intergouvernementaux au processus de planification. Il présente cependant plusieurs défauts. Tout d'abord, la procédure de formulation est assez pesante, car elle comporte trois cycles d'examen consécutifs. Ensuite, elle exige un remaniement important du calendrier des réunions et/ou la création d'organes subsidiaires spéciaux de planification, ce qui pourrait être coûteux. En outre, l'opération porte sur 24 mois, qui viennent s'ajouter à l'année nécessaire si l'on veut que le plan puisse servir de cadre au budget-programme. Il faudrait de ce fait formuler le plan trois ans avant le début de la période sur laquelle il doit porter, soit neuf ans avant son terme. Enfin, pendant les quatre premiers mois, la période d'élaboration du plan à moyen terme pour 1984-1989 recouperait celle du budget-programme pour 1982-1983, ce qui revient à dire que coïncideraient les travaux de rédaction du plan à moyen terme et du budget-programme dont sont chargés en bonne part les mêmes services.

71. Cela étant, on est en droit de se demander si un processus d'élaboration et d'examen plus simple, éliminant le premier cycle - soit l'examen des programmes par les organes spécialisés - ne permettrait pas d'alléger considérablement le calendrier des travaux.

72. Dans cette optique, les organes spécialisés chargés de l'examen des programmes n'auraient pas à intervenir. Le projet de plan à moyen terme ne serait donc examiné que deux fois, d'abord par les organes subsidiaires du Conseil économique et social et par les organes régionaux et sectoriels eux-mêmes, ensuite par les organes centraux.

73. La coordination au niveau des grands programmes, par le biais d'échanges entre les secrétariats des organes sectoriels, régionaux et centraux se ferait après la première étape et avant la soumission au CPC du projet de plan à moyen terme.

74. Le processus se déroulerait alors comme suit :

Premier stade : Examen du projet de plan à moyen terme par les organes sectoriels et régionaux

Première étape	Rédaction du texte par le Secrétariat;
Deuxième étape	Examen par les organes sectoriels, régionaux et autres;
Troisième étape	Coordination et révision du texte par le Secrétariat.

Deuxième stade : Examen par les organes centraux

Quatrième étape	CPC et Conseil économique et social, mai-juillet 1982;
Cinquième étape	CCQAB et Assemblée générale, juillet-décembre 1982.

/...

75. Le deuxième stade - soit l'examen par les organes centraux - suivrait essentiellement les mêmes lignes que dans le processus plus complexe décrit dans la deuxième partie du présent rapport.

Première étape

76. Etablissement du texte du projet de plan à moyen terme par le Secrétariat. Non seulement chaque service organique établirait au niveau des programmes la partie du plan intéressant ses activités, mais le projet de plan serait en outre édité et traduit dans les langues de travail de chaque organe. Il faudrait compter environ trois mois et demi pour cette première étape.

Deuxième étape : Examen du projet de plan à moyen terme par les divers organes concernés.

77. La règle des six semaines resterait applicable et le projet devrait donc être prêt six semaines avant la date prévue pour l'examen par les organes concernés. Y compris la période de six semaines et en fonction du calendrier des réunions ordinaires de ces organes, ainsi que des possibilités d'y apporter des modifications, cette étape devrait en principe demander entre trois et quatre mois.

Troisième étape : Coordination, établissement et reproduction du texte final.

78. En prévoyant un mois, à la fin de ce processus, pour les différentes phases de la publication et vu qu'il s'agirait là de la seule étape de coordination, le travail qui devait prendre cinq mois, serait terminé aux environs du 25 mars 1982.

79. Pour le premier stade, on pourrait donc prévoir le calendrier suivant :

Rédaction par le Secrétariat	mars-mai 1981
Différentes phases de la publication du document	juin 1981
Période de six semaines	juillet-mi-août 1981
Examen par les organes sectoriels, régionaux et autres	mi-août-Octobre 1981
Coordination et remaniement du texte	novembre 1981-février 1982

80. Si l'on s'en tient à ce calendrier, l'examen du projet de plan à moyen terme par les organes sectoriels, régionaux et autres, devrait se situer entre la mi-août et la mi-octobre 1981. Il faudrait donc que les organes qui ne prévoient pas de se réunir pendant cette période modifient les dates de leurs réunions ou constituent un organe subsidiaire spécial qui examinerait le projet à leur place et en leur nom.

/...

81. D'après le calendrier des conférences et réunions pour 1981-1982 adopté par l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session, cela signifierait que les dates des réunions de tous les organes concernés (à l'exception du Conseil du commerce et du développement qui tiendra sa session du 14 au 25 septembre 1981) devront être modifiées ou bien qu'il faudra créer des organes subsidiaires spéciaux de planification.

Organes subsidiaires du Conseil économique et social

82. Les organes subsidiaires suivants du Conseil économique et social auraient à modifier le calendrier de leur session car tous doivent se réunir entre janvier et mai 1981 :

Commission de la population :	26 janvier-4 février 1981
Commission du développement social :	9-19 février 1981
Commission de statistique :	17-26 février 1981
Commission des établissements humains :	avril 1981
Commission des sociétés transnationales :	18-28 mai 1981
Comité des ressources naturelles :	18-28 mai 1981

Organes sectoriels

83. Le Conseil du développement industriel doit se réunir en mai 1981; toutefois, le Comité permanent du Conseil se réunit deux fois par an, en avril et en novembre. Le Conseil pourrait envisager de modifier légèrement les dates de la session de novembre de son Comité permanent auquel il confierait l'examen du plan. Le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement doit se réunir en avril-mai 1981. Le Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement tiendra vraisemblablement sa session ordinaire de 1981 au cours du deuxième trimestre de la même année, soit entre avril et juin.

Commissions économiques régionales

84. CEA : La Conférence des ministres de la CEA doit avoir lieu en février 1981 (le Secrétariat de la CEA a déjà indiqué qu'il serait impossible que la Conférence ait lieu plus tard cette année-là); CEE : session prévue pour mars-avril 1981. Le Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe a déjà indiqué que le calendrier des réunions de la CEE, y compris celui de sa session annuelle, avait été établi en fonction d'un déroulement échelonné des travaux de la Commission et qu'on ne pourrait y apporter de modifications; CEPAL : session prévue en avril 1981;

/...

CEAO : session prévue pour avril 1981. Toutefois, le Secrétariat de la CEAO a indiqué que si le Comité spécial d'experts techniques envisagé était créé, il lui serait demandé de se réunir entre septembre et novembre 1981. On pourrait donc suggérer à ce comité de se réunir au plus tard en octobre 1981, de sorte qu'il soit en mesure d'examiner le plan; CESAP : session prévue pour mars 1981. Le secrétariat a indiqué que le Comité des représentants permanents de la CESAP, qui regroupe tous les membres de la Commission, pourrait être chargé d'examiner le plan et invité à se réunir entre septembre et novembre 1981.

85. Si limiter à deux le nombre de cycles d'examen semble présenter des avantages, cela ne permet cependant pas de réduire de façon substantielle la période d'élaboration et d'examen, à moins que l'on ne remanie considérablement le calendrier des réunions et que l'on n'accepte de créer plusieurs organes subsidiaires spéciaux de planification.

86. Si cette formule n'était pas retenue, on pourrait envisager la suivante, légèrement différente et viable :

- i) Tous les organes sectoriels, régionaux et autres se réuniraient comme prévu actuellement;
- ii) Les organes sectoriels ou régionaux qui ont déjà constitué des organes subsidiaires ayant compétence en matière de planification, ou qui ont l'intention de le faire, pourraient, s'ils le souhaitent, leur confier l'examen du plan à moyen terme;
- iii) Les directeurs de programme seraient chargés d'établir la première version des parties du plan à moyen terme pour 1984-1989 les concernant à temps pour qu'ils soient présentés à la session ordinaire de l'organe intergouvernemental compétent ou, le cas échéant, à la session de son organe subsidiaire spécial;
- iv) On pourrait demander aux organes qui doivent se réunir au début de 1981 de réduire à titre exceptionnel la période de six semaines à trois;
- v) A compter d'octobre 1981, soit environ un mois plus tôt que ne le prévoit le calendrier hypothétique présenté ci-dessus, toutes les parties du projet de plan à moyen terme, qui auraient été dûment examinées par l'organe intergouvernemental compétent, régional, sectoriel ou autre, seraient disponibles et l'on pourrait procéder aux travaux de coordination des programmes et à l'établissement du texte final.

87. Ces arrangements touchant le premier cycle d'élaboration et d'examen présentent et des inconvénients et des avantages.

/...

88. Inconvénients : 1) la première version du projet de plan à moyen terme serait établie par différents services du Secrétariat à des dates échelonnées, certaines parties étant prêtes dès novembre 1980, d'autres ne l'étant qu'en mai 1981 et 2) le processus d'ensemble - élaboration et examen - demanderait toujours deux ans.

89. Avantages : 1) il n'y aurait pas besoin de modifier le calendrier des réunions; 2) pour ce qui est des services du Secrétariat, le chevauchement avec la période d'élaboration du budget serait limité à certains programmes ou secteurs et 3) les directeurs de programme qui ne pourraient entreprendre la rédaction du texte préliminaire pendant la période prévue à cet effet auraient alors en main le projet de plan se rapportant à des programmes apparentés.

/...

CONCLUSIONS

90. Sur la base des observations formulées plus haut, on peut tirer les conclusions préliminaires suivantes :

a) Si l'on estime indispensable que les organes intergouvernementaux, sectoriels, régionaux et autres participent effectivement à l'élaboration du plan à moyen terme et si l'on veut que la période d'élaboration et d'examen soit nettement inférieure à deux ans, il faut remanier considérablement le calendrier des réunions; or, les secrétariats intéressés ont indiqué que, dans certains cas, cela poserait de sérieuses difficultés;

b) Si l'on veut que participent pleinement à ce processus tous les organes spécialisés dans l'examen des programmes et relevant des organes sectoriels et régionaux, il faut envisager une procédure fort pesante d'où, vraisemblablement, des dépenses supplémentaires;

c) Si l'on juge acceptable d'amorcer les préparatifs 24 mois avant que l'Assemblée générale n'ait à procéder à l'examen du plan à moyen terme, il serait possible, dans le cadre du calendrier actuel des réunions, d'assurer la participation effective des organes régionaux, sectoriels et autres, au prix d'un certain échelonnement des travaux du Secrétariat pour ce qui est du texte initial et d'un chevauchement partiel entre l'élaboration du plan à moyen terme et celle du budget-programme.
